

Mission parlementaire en Palestine

13 au 17 avril 2004

Souffrance palestinienne : « Sans espoir, sans travail, sans foyer »



*Sfia Bouarfa, Mohammed Boukourna, Jean Cornil,
Jacinta De Roeck, Pierre Galand, Karine Lalieu et, Alain Mathot*

TABLE DES MATIERES

Programme	3
Participants.....	4
Introduction.....	5
Récit.....	6
I. L'eau volée de Qalqilya.....	6
II. Naplouse : un cerf-volant parle d'espoir	11
III. Gaza : une prison à ciel ouvert	13
IV. Mais que fait l'Europe ?.....	18
Il faut agir	22
Annexes	24
COMMUNIQUE DE PRESSE (18.04.04) : Elio Di Rupo dénonce des procédés indignes d'un chef de gouvernement d'un Etat démocratique	24
« La Feuille de route est morte » - Le Soir · 16 avril 2004	25
Rafah n'espère rien d'un départ israélien Le Soir · 16-17 avril 2004	26
« Les mots manquent » par Amira Hass	27
Documents de référence.....	29
Sites de référence.....	29

Programme

Mardi 13/04 :

- Arrivée à Tel Aviv à 15h
- 17h : Rencontre avec **Madame Véronique Petit, chargé d'affaire à l'Ambassade de Belgique** et **Monsieur Gino Nale - Attache économique et commercial - AWEX**

Mercredi 14/04 :

- 10h: Arrivée à **Qalqilya**, village palestinien de la Cisjordanie encerclé par le mur israélien. Accueil par le **Dr Mohammed Aboushi de l'UPMRC** (The Union of Palestinian Medical Relief Committees) et explications des conséquences socio-économique et médicale du mur dans la région.
- 11h : Rencontre avec **Monsieur Zahran, Bourgmestre de Qalqilya**.
- 12h : Rencontre avec **Monsieur Mustafa Al-Malki, Gouverneur de Qalqilya**
- 13h : Visite du mur de Qalqilya
- 15h: Visite de **Jayyous** et rencontre avec **Monsieur Hassan Fayez, Maire de Jayyous**
- 17h: Retour vers Jérusalem.
- 18h : Rencontre avec **Monsieur Albert Alghazarian, professeur à l'université de Birzeit (Ramallah)**
- 19h : Dîner offert par **Monsieur Guido Courtois, Consul général de Belgique à Jérusalem** en présence de **Monsieur Marc Otte, Représentant spécial de l'UE au Proche-Orient**

Jeudi 15/04:

- 9h30 : Rencontre avec le **Président Yasser Arafat**.
- 11h : Accueil au Ministère des Affaires étrangères et rencontre avec **Monsieur Ilan Halevi, Vice-Ministre adjoint des Affaires étrangères** et **Madame Samia Bamieh, Directeur général du Département Europe**
- 12h: Manifestation « **Free Marwan Bargouthi** »
- 14h: Arrivée à **Naplouse**
- 15h-17h : Visite de la vieille ville, rencontre avec le **Professeur Ayman Annimer de la radio « Voice of An-Najah »** (université An-Najah), visite du camp de réfugiés de **Balata**
- 20h:Dîner avec **Monsieur Jean Brétéché, Délégué de la Commission européenne en Palestine**

Vendredi 16/04:

- 8h: Départ vers Gaza
- 9h30 : Accueil par **Madame Marianne Blume, coopérante belge à Gaza** et **Monsieur Amjad Al-Shawa du PNGO**
- 11h : Arrivée à **Rafah**, accueil par **Monsieur Saied Fathi Zouroub, maire de Rafah**. Visite sur le terrain des maisons détruites sur la frontière entre Rafah et l'Égypte.
- 14h: Visite sur le terrain **du checkpoint d'Al-Toufah à Khan Younis**
- 16h : Rencontre avec le **Dr Haidar Abdel Shafi, Président du Croissant Rouge**
- 18h : Retour vers Jérusalem
- 20h : **Réception des parlementaires**

Samedi 17/04 :

- Départ à 5h du matin vers Bruxelles.

Participants

Cette mission a été organisée par le sénateur Pierre Galand, président de l'Association belgo-palestinienne, Fondation Naïm Khader.

Ont participé à cette mission :

Les **sénateurs** :

Sfia Bouarfa
Jacinta De Roeck
Jean Cornil
Pierre Galand ;

Les **députés** :

Karine Lalieux
Mohammed Boukourna
Alain Mathot

Accompagnaient :

Marielle Papy et Nora Khalefeeh, assistantes parlementaires
Joël Mathieu du Gsara
Gabrielle Lefèvre, journaliste

Introduction

Avant qu'il ne soit trop tard

Du mardi 13 avril au samedi 17 avril 2004, notre délégation composée de sept parlementaires, de deux assistantes parlementaires, d'un spécialiste des communications et d'une journaliste, s'est rendue en Palestine, à Jérusalem, en Cisjordanie (Ramallah, Naplouse, Qalqilya) et dans la Bande de Gaza.

Merci à tous ceux et celles qui nous ont permis d'accomplir cette mission, cette « descente aux enfers » à la rencontre d'un peuple martyr, victime d'une guerre, d'une occupation coloniale d'un autre âge.

Nos excuses particulières à ceux et celles qui nous ont aperçu, nous ont crié leur désespoir et qui ont pu croire que nous ne faisons que passer.

Notre rapport se veut un cri, un appel à la conscience universelle, une interpellation auprès de nos collègues, une contribution au combat qui doit être mené pour forcer la communauté internationale à agir afin d'assurer la protection des victimes de cette sale guerre, afin que militaires et colons israéliens se retirent de la Palestine occupée - Gaza, Cisjordanie et Jérusalem Est- pour que la négociation selon les normes et résolutions qui fondent le droit international reprenne le dessus.

L'urgence d'agir est tellement évidente qu'elle ne résiste à aucune excuse.

Fait à Bruxelles, le 25 avril 2004

*Sfia Bouarfa
Mohammed Boukourna
Jean Cornil
Jacinta De Roeck
Pierre Galand
Karine Lalioux
Alain Mathot
Marielle Papy
Nora Khalefeh
Joël Mathieu
Gabrielle Lefèvre*

I. L'eau volée de Qalqilya



Une ville, jolie, qui fut prospère et qui vivait sans animosité envers les voisins israéliens. L'agriculture était florissante à Qalqilya, le commerce aussi. Et puis, le coup de béton : l'érection d'un mur de huit mètres de haut avec miradors gardés par des soldats, mitrailleuse au poing, des check points ouverts quelques minutes seulement par jour et pas toujours aux mêmes heures et voilà une population de 45.000 habitants enfermée dans un gigantesque camp de concentration, coupée de son hinterland de 32 villages, soit environ 40.000 habitants. Tout cela à cause des colonies qu'Israël renforce en territoire occupé. Et sur une importante nappe phréatique (1.795 km²), la plus grande et la plus riche de toute la Palestine (53 % des ressources en eau). Elle sert pour l'instant à assurer 25 % des besoins en eau des Israéliens. Un vol à large échelle rendu possible grâce à une politique d'apartheid soigneusement élaborée et appliquée avec une incroyable brutalité.

Qalqilya est donc victime de sa position stratégique. Depuis 1948, Israël a tenté d'occuper la ville mais s'est heurté à la résistance des habitants. Pendant la guerre de juin 1967, la ville fut détruite en grande partie mais reconstruite grâce à la protection de membres du conseil de sécurité. Le nouveau plan d'Israël est de forcer les habitants à quitter la ville qu'ils asphyxient impitoyablement. Pourtant, Palestiniens et Israéliens vivaient en relative bonne entente jusqu'en 2000, au moment où se produisit un seul attentat terroriste au départ de la ville. Et cela à cause de l'accroissement des colonies de peuplement. Elles sont 25 comprenant 53.790 colons installés autour de la ville, sur les territoires palestiniens. Pour les « protéger », le gouvernement israélien a décidé d'élever un mur de béton et de barbelés, dès le 13 juin 2002. Il est long de 13.606 m et est dressé sur un terrain « nettoyé » (cultures détruites, arbres arrachés, maisons et commerce détruits) de 53 à 104 mètres de large.

Les conditions de santé se dégradent

Notre visite de Qalqilya a débuté au centre de santé de l'UPMRC (Union of Palestinian Medical Relief Committees) et fut guidée par le **Dr Ahmed Aboushi**, district manager. Les femmes, vieillards et beaucoup d'enfants attendaient les soins du dentiste, la consultation des généralistes. Le centre a essentiellement une action de soins de santé primaires : on y soigne les maladies chroniques, les dermatites, les stomatites, les dents ; on y assiste les handicapés et on les aide à leur réhabilitation. On s'occupe aussi de médecine scolaire.

Les urgences plus graves étaient envoyées vers les hôpitaux de Naplouse et de Ramallah... avant que la ville ne soit mise en cage. On assurait les urgences pour les villages environnants... avant le mur. « Nous sentons la pression de l'occupation, explique Dr Ahmed Aboushi. Plus de 65 % des paysans vivent avec moins de 300 dollars par mois. Beaucoup de Palestiniens ne vivent que grâce à l'aide alimentaire de la Croix Rouge et de l'ONU. A cause de la perte d'emploi, de la pauvreté, de l'enfermement, il y a une augmentation du stress, des violences familiales. Plus de 10 % des enfants souffrent de malnutrition. Ils ont besoin de lait et de protéines animales. En 2003, nous avons constaté des problèmes d'approvisionnement en médicaments : insuline, médicaments psychiatriques, ceux qui doivent soigner les maladies chroniques comme l'asthme bronchique. Beaucoup de patients ne peuvent acheter des médicaments car leurs revenus ont trop diminué. Et puis, il y a les drames aux check points où des femmes en train d'accoucher sont bloquées. On compte déjà plusieurs enfants morts. Une ambulance qui mettait cinq minutes à gagner un village voisin a besoin à présent de 45 minutes. »

Avec son petit laboratoire, son matériel d'échographie, ses deux médecins, le centre fonctionne bien avec un personnel courageux mais les quatre infirmières qui doivent venir des villages voisins ont beaucoup de difficultés à gagner le centre. Elles mettent plus d'une heure. De plus, elles doivent parfaire leur formation. Impossible en ces circonstances. Or, un tel centre est le service le meilleur que peut offrir un mouvement social structuré à une population qui est tentée, dans son désespoir, par l'adhésion au Hamas. « Je suis un activiste du mouvement social, explique le Dr Ahmed Aboushi. Nous orientons nos activités pour toute la population, pour toutes les strates de la société. Nous avons de bonnes relations avec des ONG étrangères, européennes et notamment Oxfam. Nous luttons pour la justice, les droits humains dans le domaine médical. Malheureusement, le Hamas progresse ici depuis la deuxième Intifada. Près de 50 % de la population voterait pour lui alors qu'il était minoritaire avant. Il nous faut aider les structures familiales tout en créant un modèle autre que celui de l'intégrisme religieux. Mais l'armée israélienne vient ici toutes les nuits ; la cité ressemble à la plus grande prison du monde avec une seule sortie de douze mètres ! »

Non loin du centre de santé, se trouve le centre social Al Mubadara qui soutient les initiatives sociales et culturelles de la population. On essaie d'aider les gens dans cette situation de détresse, par exemple en finançant les livres des étudiants universitaires, en soutenant les femmes par des cours d'apprentissage de langue. Ce sont les femmes elles-mêmes qui décident de leurs priorités. Une autonomie discrète malgré les voiles et les longs manteaux...

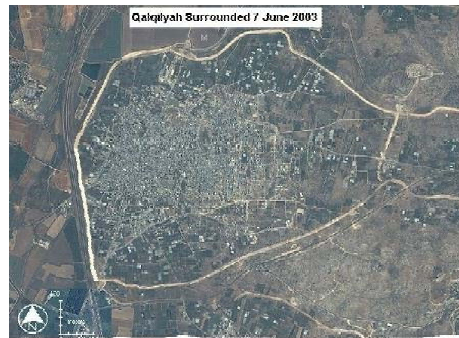
Dans la rue, des enfants au regard triste refusent les friandises que nous voulions leur offrir. C'est la première fois que ce désespoir calme se marque ainsi chez des enfants qui, en Palestine et malgré le triste sort des camps de réfugiés, jouent avec les visiteurs et rient en recevant les bonbons de l'amitié. Ici, la méfiance, la tristesse prédominent...

Un mur qui sépare les Palestiniens entre eux

Nous sommes ensuite reçus par le **maire de Qalqilya, M. Maarouf Zahran**. Un homme à la belle allure, au langage rapide, précis, efficace. Le type même du gestionnaire moderne que l'on rêve pour une Palestine enfin libre. Le tableau qu'il dresse de la situation de la région est effrayant.

Le 15 avril 2002, Israël a donc annoncé qu'il allait isoler les Palestiniens des Israéliens en construisant un mur.

Qalqilya encerclée – 7 juin 2003



« Ici, à Qalqilya, le mur ne sépare pas les deux populations mais bien les Palestiniens entre eux. Il n'y a pas de frontière avec Israël, il y a juste des colonies de peuplement qui encerclent la ville et une route transversale qu'ils veulent « sécuriser ». Les Israéliens ont envahi la partie ouest de la ville et ont tout détruit ; cafés, restaurants, commerces. Impossible de résister à ce mur : ils ont des tanks, des hélicoptères. Ce mur ne sert en rien la sécurité, il sert à voler la terre et de l'eau. Au nord, au sud, à l'ouest nous n'avons pas de frontière avec Israël. De plus, ce mur a été construit près des maisons et sépare leurs habitants de leurs champs. Ils ne peuvent plus y accéder. De quelle sécurité parle-t-on ? Ils ont promis qu'ils allaient construire une porte mais rien ne permet de traverser ce mur pour aller aux champs. La porte nord est fermée depuis octobre 2003 jusque maintenant. La porte sud est ouverte trois fois par jour pendant 15 minutes, ce qui n'est pas suffisant pour le passage des femmes et des enfants qui veulent aller à l'école, faire leurs emplettes, aller à l'hôpital... L'entrée latérale est parfois fermée jusqu'à 2 ou 3 heures du matin. On ne sait jamais à l'avance quand on pourra entrer ou sortir. Tout dépend de l'humeur des militaires. 133 familles sont ainsi séparées de part et d'autre du mur. 64 enseignants sont bloqués chaque fois ; les enfants ont perdu près de 25 % de leur scolarité ; 600 universitaires sont empêchés d'aller aux cours. Avec les humiliations constantes, la situation est instable en permanence. »

Les Israéliens ont donc construit la Road 666 transIsraël, exactement là où on avait promis de rendre les terres aux Palestiniens. A présent, c'est impossible, elles sont noyées sous le béton et le bitume.

Et le désespoir augmente. Selon le maire, avant le mur, 12 % des gens votaient pour le Hamas. A présent, ils sont 26 %. Avant, 76 % supportaient les partis modérés. Ils ne sont plus que 24 % à faire ce choix.

Il y a eu 91 patients morts aux check point, 55 accouchements, 25 médecins et employés de santé ont été tués, 425 membres du staff médical ont été blessés. Plus de 3.000 personnes ont fui la ville. Les divorces augmentent, 132 familles sont séparées avec des cartes d'identité différentes.

« De plus, se lamente le maire, nous ne sommes pas autorisés à utiliser notre eau. Nous devons l'acheter aux Israéliens. Quelle relation y a-t-il avec la sécurité ? Nous n'avons plus d'accès aux 19 puits artésiens qui fournissent l'eau à des milliers de gens. Or, nous vivons essentiellement de l'agriculture et de l'élevage qui fournissent 53 % des revenus des communautés. La terre agricole constitue 62 % du district. Ils ont détruit 105.000 arbres, surtout des oliviers, 996.000 mètres de canaux d'irrigation, 2100 dunum de terres agricoles. Les fermiers doivent avoir un permis spécial pour travailler sur leurs terres, les enfants qui passent aux portes doivent ouvrir leur cartable pour l'inspection. Parfois, ils sont punis et doivent attendre 1 ou 2 heures avant qu'on les laisse passer... »

Et si les terres ne sont pas cultivées, elles seront confisquées par les Israéliens en vertu de l'ancienne loi ottomane qui les arrange bien. Ils ont d'ailleurs clairement annoncé leur intention en définissant Qalqilya comme un village, ce qu'il deviendra lorsqu'ils auront chassé les habitants. Tout cela pour 23 colonies comptant 53.000 colons, voleurs d'eau, de terre et de droits humains.

Le pays où les arbres sont illégaux

« Ceci est le pays où les arbres sont illégaux, mais pas le mur », clame notre guide Suhad Shraim au pied du mur qui élève ses huit mètres de béton vers le ciel bleu. Au sommet, des miradors et, tout de suite, le canon de la mitrailleuse et l'apostrophe brutale : « allez-vous en, vous n'avez pas le droit d'être près du mur ». Nous sommes dans le long couloir de terre dévastée, d'arbres arrachés, de maisons et de commerces détruits pour ce mur. Des tags clament la révolte. Mais il nous est interdit de nous en approcher. La mitrailleuse se fait menaçante. Nous traversons ce qui reste de champ pour arriver à une maison située à 70 mètres de là. C'est un garage en déclin puisqu'il n'y a plus de clients. Une école primaire est là, fenêtres ouvertes sur le gris du béton. Une maison affiche ses piquets de béton : interdiction de la terminer, elle ne peut surplomber le mur. Interdit d'y habiter : elle est devenue une sorte d'étable en hauteur ! Interdit de vivre, de rêver, de se promener : les soldats désœuvrés peuvent tirer à tout moment sur tout ce qui bouge. On nous raconte l'histoire de cet homme prenant son café, un matin, sur le pas de sa porte. Un coup de feu. Sa femme le retrouve, mort, baignant dans son sang. Comment qualifier cela sinon un camp de concentration, un régime de terreur.

Il s'agit bel et bien d'une violation de la quatrième Convention de Genève (qui interdit les destructions et expropriations dans un territoire occupé), donc, d'un crime de guerre. Mais le monde se tait.

La révolte vibre dans la voix du maire de Jayyous, un charmant village qui surplombe Qalqilya et offre une vue imprenable sur le mur et la Road 666. Ce pourrait être le paradis avec les oliviers, des moutons qui paissent paisiblement, une terre riche et de l'eau en suffisance. Ce bout de terre bucolique est devenu un enfer pour les habitants. **Fayez Hassan Mohammad Salim** nous explique comment les agriculteurs sont séparés de leurs champs, que les familles sont séparées, que les universitaires du coin sont empêchés d'aller étudier, que le chômage augmente sans cesse.



Inexorablement. « Nous qui avons de l'eau en abondance, nous en recevons à présent d'un village voisin mais ce n'est pas suffisant surtout en été et seulement 2 h tous les 3 jours. Or, il nous en faudrait 25 litres par jour et par personnes. Nous n'avons pas d'eau pour boire mais eux, les Israéliens, ont des piscines ! Ce mur n'est pas situé sur les frontières de 67 mais à 4 km à l'intérieur des territoires occupés et à 6 km du village. Ils veulent ainsi nous voler nos terres et nous pousser à évacuer l'endroit. L'électricité est coupée tous les jours, parfois pendant une semaine. Le check point est ouvert trois fois par jour mais à des heures variables, 6 h 30, 8 h 30, cela change. Il faut 4 h pour arriver à un terrain situé en face, à quelques minutes à peine du village. Notre production agricole était de 9 millions de kilos par an. A présent, nous atteignons à peine 25 % de cette quantité. » Et le maire de nous montrer une simple feuille manuscrite sans cachet ni tampon : un ordre israélien de détruire 600 dunum de terres agricoles. C'est par des ordres semblables qu'un fermier a perdu toute sa terre, condamné ainsi à la famine.

« Ils attaquent chaque nuit le village, ils utilisent des gaz. Des enfants développent des problèmes d'asthme et autres troubles respiratoires en plus du stress de l'angoisse. Que deviendra cette nouvelle génération frustrée et sans emploi ? Quelle différence y a-t-il entre notre situation et celle d'un camp de réfugiés ? Notre seul espoir est le tribunal de La Haye : que l'on rejette ce mur ! C'est la honte si on ne proteste pas contre cela. Nous continuerons à nous battre pour notre démocratie, sans perdre notre humanité. Mais eux, ils violent tous les droits humains ! »
Et un hydrogéologue de nous expliquer comment réagissent ses propres enfants à cette violence et cette humiliation permanente alors qu'il essaye de leur inculquer les valeurs humaines.

II. Naplouse : un cerf-volant parle d'espoir

Un temps magnifique, un paysage vallonné, très vert car nous sommes à l'aube du printemps, la ville de Naplouse semble très jolie. Mais l'attente est longue au check point de Houwara. Une durée toute relative car qu'est-ce qu'une heure pour nous alors que des paysans, des travailleurs qui veulent rentrer en ville après une journée de travail sont obligés de rester quatre, cinq heures parfois, parqués au bord de la route, sous le soleil ou la pluie. Ce sont tous de jeunes hommes. Leurs papiers sont pourtant en règle mais il leur faut un « certificat prouvant qu'ils ne sont pas des terroristes », délivré par l'autorité militaire israélienne qui occupe ce territoire palestinien. Une humiliation de plus que nous ne pouvons que décrire, impuissants, comme le fait cette femme israélienne, juive, déjà âgée et qui, patiemment, décrit tout ce qu'elle voit au check point, tous les jours, afin d'en avertir les associations de défense des droits de l'homme. Elle nous raconte les brutalités, les humiliations, les personnes malades qui doivent attendre, les ambulances fouillées sans ménagement. Elle témoigne de la mise en scène organisée par l'armée, récemment, qui a exhibé devant les caméras et les médias du monde entier un enfant, simple d'esprit, portant une ceinture d'explosifs. « C'était une mise en scène de l'armée, déclare-t-elle. Il n'y a jamais un seul journaliste ici, jamais une caméra de TV. Et brusquement, ce jour là, ils étaient là pour intercepter ce garçon... » Une désinformation lamentable qui d'ailleurs n'a trompé personne.



Check point de Houwara - Naplouse

[...] Ce sont tous de jeunes hommes. Leurs papiers sont pourtant en règle mais il leur faut un « certificat prouvant qu'ils ne sont pas des terroristes », délivré par l'autorité militaire israélienne qui occupe ce territoire palestinien. Une humiliation de plus[...]

Le groupe d'une trentaine d'hommes attend toujours. Nous, on nous laisse passer après de prétendues vérifications de notre autorisation de déplacement. La visite se fera à toute vitesse puisque nous avons perdu du temps au check point. Assez éclairante pour nous démontrer le courage d'une population qui pense encore à l'avenir. Nous débutons par la visite de l'université de Naplouse sous la conduite de **Saed Jamal Abu-Hijleh**, traducteur et relation publique et plus particulièrement de la station de radio qu'elle abrite. Voice of An Najah (le succès, www.najah.edu/fm) fonctionne depuis 10 mois avec 7 employés et diffuse dans toute la Cisjordanie des programmes locaux en arabe, en français, en anglais. Elle assure plus ou moins 18h de transmission. Il y a des programmes politiques, sociaux, de langues, de sciences, de culture, littérature, de droit ou de musique. Elle fonctionne aussi avec le département de journalisme de l'université et des volontaires étudiants. Or, récemment, un des meilleurs étudiants a été tué alors qu'il couvrait un affrontement avec l'armée israélienne dans le camp de réfugiés de Balata, situé dans la ville. Cet étudiant vivait là. Il a été atteint à l'estomac alors qu'il téléphonait les informations à la radio, par une de ces balles explosives interdites par les conventions internationales.

Et les témoignages d'atrocités se multiplient pendant notre visite : ce missile qui a touché de plein fouet une crèche dans la vieille ville. Ce quartier rasé par les tanks et les bulldozers avec une famille ensevelie sous les décombres, un handicapé fouillé par un soldat, sommé de partir et tué dans le dos, son grand-père qui veut le sauver, lui aussi abattu. Pour rien. Pour le plaisir de soldats

tueurs qui circulent dans la ville et tirent quand ils s'ennuient. Chaque jour, ils descendent dans le camp de réfugiés et ils tirent. Les histoires se multiplient lors de notre visite du cimetière de Naplouse, sous de beaux arbres, dorment enfin en paix des « martyrs », pauvres victimes de la brutalité de l'occupant, la plupart du temps abattus sans raison, alors qu'ils étaient sans arme. D'autres, le furent, les armes au poing parce que la vie c'est aussi l'honneur et la défense des droits humains contre la barbarie. Et dire qu'Israël se prétend la seule démocratie du Moyen-Orient, s'exclame notre guide.

Sur les décombres de maisons historiques du vieux Naplouse, des enfants jouent au cerf-volant. Comme un message d'espoir dans cette désolation car la ville, autrefois prospère, vit évidemment une situation économique terrible à cause de l'étouffement par l'armée israélienne. La partie ancienne de la ville a été très endommagée par les bombardements. C'est, en plus de tout le reste, une partie du patrimoine historique de la Palestine qui a disparu.

A notre départ du check point, à la tombée du jour, les jeunes gens étaient toujours là, à attendre le bon vouloir de l'occupant. Nous avons à peine quitté les lieux que, par téléphone, Saed nous avertit (et on l'entend dans le portable) que l'on tire à Balata, comme tous les jours...

III. Gaza : une prison à ciel ouvert

Erez, le plus grand check point de Palestine, une entrée large, barbelée, organisée strictement : aucun véhicule sauf diplomatique n'entre ou sort de Gaza. Tous doivent passer, à pied, par des contrôles minutieux, plus ou moins aimables selon la qualité des visiteurs. Les Palestiniens, eux, sont traités comme du bétail, passant à travers d'étroits corridors grillagés. Comme dans des abattoirs, murmure-t-on dans notre groupe. De jeunes soldat(e)s lourdement armés, parfois bien jolis mais au regard dur, nous surveillent. Ils nous font attendre pendant près de deux heures, alors que nos papiers étaient tous en règle. Simplement parce que Daniel Van Hove, guide de nombreuses missions d'observation civile, était parmi nous et que, probablement, leur tactique est de dissuader ainsi de telles missions.

Nous passons finalement, grâce à l'aide du consulat. Escortés par deux jeunes soldates, vers le deuxième check point, entrée vers un large couloir surmonté d'un toit de tôle. C'est là que les Palestiniens doivent attendre, parfois des nuits entières, avant de pouvoir passer, soumis à l'arbitraire total des soldats, sans eau, sans toilettes (celles que nous voyons sont en état de ruine). **Marianne Blume**, coopérante belge à Gaza, nous détaille les humiliations, les souffrances quotidiennes de milliers de Palestiniens obligés de passer par-là pour chercher du travail, des médicaments, retrouver leur famille, aller étudier. Les hommes sont obligés, même en plein hiver, de passer en chemisettes pour montrer qu'ils ne portent ni armes ni colis piégés.

Cette population est, le plus souvent, gardée prisonnière des quelques 350 km² de Gaza, coincés entre Israël, la frontière égyptienne (gardée par Israël) et la mer. Tout un peuple de 1,4 million d'habitants dont 600.000 réfugiés est emprisonné depuis cinquante-six ans entre mer, colonies et check point lourdement militarisés.

Après le passage par la sécurité palestinienne, nous voici dans le ghetto de Gaza. Marianne Blume nous commente le paysage: « nous sommes à Beit Anoun, les champs d'orangers ont été rasés, les routes détruites. Les Palestiniens ont replanté les arbres, refait la route le plus vite possible. Leur manière de lutter contre l'occupation c'est de reconstruire. Ici, une usine de briques, ciments, parpaings : tout le matériel a été écrasé, y compris les ordinateurs. Cette région était très fertile au début du XXe s., elle exportait du blé. Depuis l'occupation, il n'en reste plus rien que des orangers, des citronniers des fraisiers, des agrumes divers. Mais les fraises, qui sont très bonnes, sont entièrement palestiniennes et vendues sous la marque israélienne Carmel... Les oliviers ont été déracinés par l'armée. Nous voici au camp de Jabalya, où a été lancée la première intifada. Il compte environ 150.000 personnes. L'habitat est serré, entrecoupé par des vergers : la campagne a été squattée par les habitants à cause de l'explosion démographique. Voici un quartier semi-industriel, on y fabrique des pièces détachées pour voitures, on y fait du cannage, voici des ferrailleurs... très suspects ceux-là car les Israéliens les soupçonnent de fabriquer des bombes artisanales. Ici, on fabrique du Seven Up avec de l'eau, des bouteilles et le produit venant d'Israël et embouteillé ici car l'eau de Gaza est réputée impropre pour ce type de breuvage ! Il reste que les Palestiniens restent attachées aux marques israéliennes car elles sont censées être meilleures... Là, un ancien quartier dit « des escaliers », détruit et quasi entièrement reconstruit. La nouvelle ville en forme de quadrillage avec son « avenue des Champs Elysées » perpendiculaire à la mer. C'est une population à 75 % de réfugiés. Il y a une différence entre les Palestiniens originaires de Gaza et les réfugiés. Ces derniers veulent une reconnaissance de fait d'être réfugiés et veulent au moins visiter leur village d'origine. Cela leur fut toujours refusé. »

Nous chargeons dans le bus **Amjad Shawwa**, responsable du PNGO à Gaza (Palestinian non-governmental organization's net work) et des journalistes et cameraman dont, **Hassan F. Balawi**, de la Société Radio et Télévision de Palestine, responsable du programme francophone et des relations euro-méditerranéennes, un représentant de Médecins du Monde et un enseignant.

Plus de visite de délégation internationale depuis un an

Amjad nous décrit le voyage vers Khan Younis et Rafah. On ne distingue pas la différence entre la ville et les camps de réfugiés tellement ils sont contigus. Cet endroit n'a plus reçu de visite de délégation internationale depuis un an ! Il y a un an, il fallait signer un papier de décharge à Israël avant d'aller à Gaza. Cela a été refusé par les internationaux car contraire à la Convention de Genève. A présent, il y a une nouvelle procédure de coordination entre les Affaires étrangères et l'armée qui acceptent ou non de laisser passer des visiteurs. Seuls les diplomates peuvent passer en voiture.



Nous passons près du QG d'Arafat, bombardé. « 42 % du territoire de Gaza est entièrement sous contrôle israélien à cause des colonies de 7.200 Juifs protégés par 8.000 soldats, explique Amjad. Eux, ils ont la belle vie : ils ont la terre gratuite, l'eau gratuite, la sécurité assurée et une main d'œuvre pas chère (des Chinois, des Turcs ...) Les Palestiniens de 16 à 35 ans ne peuvent quitter le territoire, des milliers d'étudiants, de malades ne peuvent étudier ou se faire soigner convenablement.

Nous subissons quotidiennement les attaques de l'occupant dans notre vie. Impossible de développer quoi que ce soit ; les lieux touristiques sont vides, désespérément. Le poisson est très cher : l'occupant ne nous permet de pêcher que sur une partie limitée de nos côtes et à très courte distance, là où il y a le moins de poissons. »

C'est ici que le petit Mohamad Al-Dura a été abattu, en face d'une colonie que coupe la route principale de Gaza, nous signale Amjad. « Voici le port de Gaza dont il ne reste rien, tout a été détruit. C'était construit avec l'argent de l'Europe ! Votre argent », nous lance Amjad. Voici deux maisons, entièrement criblées de balles, les Israéliens ont pris l'habitude de tirer dessus. C'était avant une zone célèbre pour ses loisirs en bord de mer... Une centrale électrique palestinienne : elle fonctionne à peine car les Israéliens refusent le pétrole pour la faire fonctionner. « Ils nous obligent à acheter l'électricité qu'ils produisent. » Là, à cause d'une colonie de 50 familles, les Palestiniens ne peuvent utiliser la route principale et doivent passer le long de la plage, en longeant le dépôt d'immondices des colons... « Nous sommes obligés de prendre une route de contournement car les quelques colons qui vivent là et qui souvent ne viennent que le week-end pour profiter de la mer, bloquent la route principale. »

Une maison a été transformée en mirador militaire. Lugubre sur un vaste espace où palmiers et vergers ont été rasés. Des maisons sont criblées de balles. Près du barrage, un espace pour l'inspection des voitures. Et puis, nous roulons vers Khan Younis et Rafah.

« Israël veut contrôler l'air, la terre, la mer et empêcher tout développement économique de Gaza, explique Amjad. 51 % de notre population a moins de 18 ans, plus de 45 % des enfants sont traumatisés par l'occupation, ils ont besoin de traitement psychologique. Ils deviennent plus violents eux aussi. Après l'assassinat de Yacine ils sont devenus Hamas alors qu'avant ils soutenaient le Fatah. »

Nous passons devant l'aéroport, bombardé lui aussi comme le Quartier de sécurité palestinien comme le commissariat de police de Rafah. Des montagnes de gravats témoignent de la destruction systématique des symboles de l'Autorité palestinienne, accusée ensuite de ne pas contenir le « terrorisme. »

Moins bien traités que des animaux aux Etats-Unis !

Saïd Zouarab est le maire de Rafah, cette prison dans la prison. Il décrit la vie misérable de ses concitoyens, « moins bien traités que les animaux aux Etats-Unis ». Les droits humains sont bloqués à Erez, dit-il. Or, nous voulons la paix, mais avec des droits égaux avec Israël, en partenaires. Nous voyons des avions, des tanks, des bombes, des enfants tués : quelle est la sécurité d'Israël ? C'est la nôtre aussi, nous vivons dans la même région. Or, nous vivons comme des esclaves, leur sécurité c'est de nous détruire. C'est ici une zone agricole, la plus pauvre de Gaza où il y a 75 % de réfugiés. Notre seul revenu est l'argent que nos travailleurs peuvent ramener lorsqu'ils sont parfois autorisés à aller en Israël. Cela concerne à peine 7 à 8 % des gens. Ici, 2.018 maisons ont été rasées pour des raisons de sécurité le long de la frontière. Pas celle d'Israël, non, celle d'Egypte ! En quoi est-ce donc une question de sécurité ? Chaque jour ils tuent quelqu'un. Ils ont tué toute notre vie civile. Depuis 40 ans, personne n'est autorisé à aller à la mer à cause d'une colonie de 40 personnes. 1.400 personnes sont bloquées à cause d'eux. Israël nous pousse à faire des choses folles, et pourtant, nous sommes contre les tueries où qu'elles soient ; il y a 7 ans, ils devaient partir. Depuis, ils ont occupé encore plus de terrain. Une personne transgresse la loi et toute la Palestine est emprisonnée. Seulement 230 maisons ont été reconstruites en 2 ans, les gens vivent avec des parents ou louent, ou restent sous tentes. Depuis 5 ou 6 ans, la pêche est limitée selon le bon vouloir des militaires. Des vedettes militaires surveillent en permanence. »

Rafah (sud de la Bande de Gaza) 2.018 maisons détruites par l'armée israélienne



Et le maire de nous accompagner sur le terrain même des exactions israéliennes : à la fin de la rue principale, un mirador : « ils tirent tout le temps, vous ne pouvez avancer que jusqu'ici... » Au loin, flotte le drapeau égyptien, au-delà d'une frontière volée par l'occupant.

Nous arrivons dans le Bloc 0. Toutes les maisons sont détruites sur 300 m : il y avait selon Israël des tunnels qui passaient sous la frontière égyptienne servant à acheminer des armes. Des gens vivent dans ce qui reste de leur maison, sous des bâches.

Les enfants jouent dans les gravats, pieds nus. La misère est effroyable. « Il est impossible de réparer les conduites d'eau, les égouts : tout est détruit », se lamente le maire. « Nous amenons des tankers d'eau tous les 3 jours mais ils ne sont pas compatibles avec les standards internationaux de pureté. Hier, 13 maisons ont été détruites, il y a eu 24 blessés et un tué. » Voilà une autre tour militaire, en face, des façades de maisons, habitées, criblées de balles. Plus loin, la route vers la mer est bloquée par une colonie. Tout autour, les façades des maisons sont criblées de balles. Les habitants sont obligés de murer leurs fenêtres et de se protéger par des sacs de sable. Récemment, une femme est morte dans sa cuisine, abattue lâchement. Des débris jonchent les gravats. Aucun service d'enlèvement d'immondices ne peut fonctionner. Le spectacle est désolant. Voici une installation d'eau douce qui a déjà été détruite deux fois. Une maison à plusieurs étages, neuve et qui devait accueillir des réfugiés, est elle-aussi la cible permanente des soldats. Impossible d'y habiter. « Cela a été construit avec votre argent ! Merci pour votre argent ! », ironise le maire.

Des enfants jouant dans les dunes, surplombées par un mirador, peuvent être tués à tout instant. En face de cette tour, un Village SOS pour orphelins. Un peu plus loin, de jolies petites maisons peintes en rose attendent d'accueillir quelques-uns des 1.500 réfugiés. Une école primaire et des jeux d'enfant complètent ces équipements payés par l'UNWRA. A côté, un nouvel hôpital de 200 lits, il existe depuis deux ans et n'a jamais été ouvert car il n'a jamais été équipé, un oubli de la part du généreux donateur. Un bon projet pour la Belgique, suggère-t-on dans notre délégation.

C'est à côté d'une plantation d'œillets roses et rouges, en face de citronniers lourds de fruits, que se termine cette visite de Rafah, prison dans la prison, par un maire désespéré malgré le soutien moral procuré par notre trop rapide visite.

L'enfer de Mawasi

« We are hopeless, jobless, homeless », conclut Amjad en poursuivant cette visite, en nous précisant que les enfants, les écoles sont la cible de l'occupant. « Savez-vous qu'il nous est interdit de diffuser des livres scolaires consacrés à l'histoire de la Palestine ? »



Destructions aux abords du mur entourant les colonies du Goush Katif

Le pire restait à voir sur la bande de Gaza : la zone de Toufah, un camp de réfugié de Khan Younis et la zone fermée de Mawasi ainsi appelée parce qu'elle recèle de l'or : une nappe phréatique de très bonne qualité puisque Mawasi signifie « la meilleure eau ». Evidemment, une colonie s'est installée dessus, il s'agit du Goush Katif, en bord de mer, un endroit qui devait être idyllique, fermé à présent par des murs de béton et des barbelés impressionnants.

Mawasi est un cul de basse fosse dans la prison de Gaza . Le portrait qui suit est dressé par des témoins privilégiés dont un membre de Médecin du Monde (voir leur rapport de novembre 2003 sur www.medecinsdumonde.org) accompagnant notre mission à Gaza. « Il y a entre 8.000 et 9.000 Palestiniens dans cet enfer : les agriculteurs ne peuvent entrer et sortir comme ils le veulent, les pêcheurs sont interdits de pêche au-delà d'une bande côtière ridicule, il leur est interdit de réparer leurs barques, leurs maisons et cela depuis 1967. Ils ne peuvent construire pour leur famille, ils ne disposent de l'électricité que pendant 5 heures par jour, sinon c'est le couvre-feu. Il leur est interdit de s'équiper d'un générateur ni de se faire raccorder à l'électricité israélienne : ils sont obligés de regarder la télévision grâce à des batteries de camion... Ils ont d'énormes difficultés à se faire soigner. Les ambulances sont bloquées au passage pendant deux ou trois heures, quel que soit l'état de gravité du malade. Il y a deux dispensaires, deux médecins, deux infirmiers et deux pharmaciens. Les cas graves doivent se faire soigner à Khan Younis. Il leur est interdit d'amener des médicaments eux-mêmes, tout passe par la Croix-Rouge Internationale. Seules les femmes et les vieillards sont autorisés à passer la barrière, les hommes ne peuvent pas sortir. Tout est fait pour détruire psychologiquement ces gens. Tout soldat israélien a droit de vie et de mort sur ces gens, ils abattent qui ils veulent et mentent lorsqu'on proteste. Parfois, ils tirent une rafale de mitrailleuse lorsqu'ils s'ennuient... »

Et de nous préciser qu'ils n'inventent rien sur ce point : la presse a publié le récit d'un sniper qui se vante de tuer les enfants. En effet, Médecins du Monde avaient constaté que pendant quelques jours, on leur amenait des enfants tués d'une balle dans la tête. Une seule. Ensuite, c'était, pendant quelques jours, des enfants tués d'une balle en pleine poitrine. Donc, pas d'enfants atteints n'importe où sur le corps mais abattus méthodiquement. La confession du sniper révèle en effet qu'il s'agit d'ordres précis de la hiérarchie militaire. Les tireurs d'élite sont disséminés dans les diverses zones occupées ; ils utilisent des fusils à lunette qui tuent assurément à 300 m. Ils choisissent un enfant qui semble un meneur ou plus turbulent et l'abattent. Froidement. »
Il s'agit d'une politique de terreur menée avec un cynisme implacable et dont la population israélienne est au courant puisque la presse en parle.

Après ce témoignage atroce, les deux heures d'attente humiliante au check point d'Erez semblent dérisoires, mis à part le constat que les jeunes gens lourdement armés qui nous bloquaient dans le couloir-cage semblaient dangereusement chanvrés...

Plus loin, dans la zone VIP réservées aux étrangers, nous attendons toujours, bavardant avec deux jeunes militaires manifestement dégoûtés par le métier qu'ils doivent exercer. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas, loin de là. Mais refuser le service militaire ou protester équivaut à une mise à mort professionnelle en Israël où ils seraient considérés comme traîtres par tous. C'est donc de la trahison que de vouloir respecter les droits humains les plus élémentaires.

IV. Mais que fait l'Europe ?



Notre mission a eu l'occasion de rencontrer divers témoins importants en Palestine, à commencer par **le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat**, lui-même, au lendemain de la déclaration de soutien du président américain Bush au Premier ministre israélien Ariel Sharon et à son plan de dégagement partiel de Gaza, de maintien des colonies ailleurs, du refus du retour des réfugiés palestiniens dans leurs terres confisquées par Israël.

Dans la Mouquata largement en ruines, à Ramallah, Yasser Arafat semblait assommé par cette annonce catastrophique pour son peuple. « C'est un désastre, nous dit-il. Les principes de la Conférence de Madrid (la terre contre la paix) soutenus par le père Bush ont été annulés par son fils. Il n'y a plus de résolutions des Nations unies, plus de Jérusalem comme capitale, plus de partenaire palestinien. Restent Sharon et ses crimes. Les colonies seront les nouvelles frontières d'Israël. 57 % des territoires occupés sont ainsi confisqués, y compris Jérusalem. A présent, ils judaïsent complètement Jérusalem à l'encontre des Chrétiens et des Musulmans qui sont empêchés d'aller à la Mosquée d'Al Aqsa même le vendredi. Même la « feuille de route » a été annulée hier. Tous nos accords, même ceux signés à la Maison Blanche, ont été annulés hier. A présent, les Israéliens ont la protection des Américains pour continuer leurs crimes contre le peuple, contre les infrastructures palestiniennes. Le mur coupe les routes historiques entre Bethléem et le cœur sacré de Jérusalem. Les patriarches passaient par-là... Ils parlent de départ de Gaza mais ils continuent à contrôler l'air, le sol vers l'Egypte et même la mer. Que nous reste-t-il ? »

Le président nous offre la copie d'un tableau très parlant : la caravane des rois mages suivant l'étoile de Noël... bloquée par le mur.

Et de nous parler de l'intensité de la répression contre les Palestiniens, du rapport d'experts américains et européens selon lequel les Israéliens utilisent de l'uranium dans les munitions contre les Palestiniens. « Nous avons accepté de faire la paix en acceptant de vivre dans les 22 % de notre territoire historique. Aujourd'hui, ils nous prennent 57 % de cela. Nous faisons face à des circonstances cruelles. Cela veut dire qu'il n'y aura pas de paix à présent au Moyen-Orient. Hier, ce fut la dernière balle tirée contre la paix. Il faut faire pression sur l'Europe car l'Europe est la seule à pouvoir sauver la paix. »

Le mouvement de la société civile : maître atout

De l'Europe, il en fut amplement question lors de notre rencontre avec le **vice-ministre adjoint des Relations extérieures Ilan Halevi et Mme Samia Bamieh, Directrice du département des relations avec l'Europe.**

Ilan Halevi souligne que la déclaration de Bush consacre l'annulation de toutes les bases d'une paix négociée. Elle donne une caution à l'annexion unilatérale et sans négociations des terres palestiniennes. Bush bénit ainsi le fait accompli de la colonisation et détruit tout cadre juridique et politique qui permet de faire avancer des négociations. Le peuple, lui, réagit de manière essentiellement non violente, par une résistance quotidienne, multiforme : il faut continuer à vivre. Une lutte qui est rejointe par des pacifistes israéliens et étrangers quand il s'agit de s'opposer au mur, provoquant une riposte très violente des Israéliens. L'Europe est le seul acteur

qui puisse faire quelque chose pour contrebalancer ce recul. Les pays arabes sont impuissants, ils l'ont montré récemment à Tunis. Les autres grands blocs n'ont aucune influence sur cette situation.

Pour Samia Bamieh, il faut une intervention internationale, on ne peut accepter que l'Europe confie le rôle de leadership mondial aux Etats-Unis. Pour que l'Europe bouge, le mouvement de société civile est très important. C'est notre meilleur atout.

La délégation parlementaire rappelle que le commissaire européen Patten a toujours été légaliste par rapport à la Palestine et qu'il y a à présent des groupes parlementaires pour la Palestine dans chaque parlement national ce qui implique un nouveau processus de mobilisation des citoyens et des parlementaires en redéfinissant le cadre légal dans lequel on doit avancer.

Dans ce cadre, souligne Ilan Halevi, la position belge est la plus positive pour la Palestine. Mais depuis un an on constate un recul progressif de la position européenne sous pression d'Israël et des Etats-Unis. Elle n'a d'ailleurs jamais été associée officiellement aux négociations avec ces deux pays malgré les gestes divers de diplomates européens en faveur d'Israël... Même le retrait de la loi de compétence universelle en Belgique n'a servi à rien, voyez les difficultés qu'a eu ici l'envoyé spécial européen le Belge Marc Otte. Quant à l'Espagne, le changement de gouvernement permettra-t-il une modification de la politique des Espagnols qui n'ont peut-être pas envie d'une confrontation avec les Américains.

Deux Etats ? L'Europe doit poser ses conditions

Rencontré au consulat de Belgique à Jérusalem, invité par le **consul M. Guido Courtois, l'envoyé spécial européen Marc Otte** esquissa l'analyse suivante : Déjà, en décembre, Sharon avait annoncé aux Etats-Unis l'absence du partenaire palestinien et ses mesures unilatérales. L'occupation israélienne est plus oppressante encore avec le mur et le désespoir palestinien plus grand encore. Cela concrétise le vieux rêve de Sharon : des cantons palestiniens en territoires occupés, avec des « autogouvernements » palestiniens sans Etat. Il oppose des réserves rendant impossible la « feuille de route » et l'armée se déploie sur les lignes les plus défendables. C'est l'option « parking » en attendant un leadership palestinien sans terrorisme ; ce qui reporte les négociations à des échéances lointaines. 10 ans ? Le temps de réaliser la « clôture de sécurité ». Quant à l'idée de quitter Gaza, elle sert bien Sharon car la majorité des Israéliens ne veulent plus de Gaza qui coûte très cher au pays : 7.200 colons mobilisent les ressources de 30.000 soldats. D'autre part, ils reprochent à Sharon de ne pas réussir à créer la sécurité et ses affaires de corruption. Se retirer de Gaza et supprimer quelques petites colonies ne changent en rien le plan de Sharon. Parallèlement, Bush a besoin d'un succès international et soutient l'idée de deux Etats côte à côte avec un nouveau leadership en Palestine. L'Europe, les pays arabes et la Palestine ont l'opportunité de changer quelque chose avec la « feuille de route » et en posant les conditions menant à la création de deux Etats. Il s'agit aussi d'assurer un lien entre Gaza et la Cisjordanie et de poser des conditions à Israël pour la reconstruction de Gaza. Sharon veut que les grandes colonies adossées au territoire israéliens soient intégrées dans Israël (plus Hébron, Kyriat Arbat, l'est de Jérusalem). Il veut l'assurance que le droit au retour des réfugiés ne s'exerce que dans le territoire palestinien et pas en Israël où Bush est d'accord de préserver le caractère juif de cet Etat. Ce plan n'est pas incompatible avec la vision de Bush de deux Etats. Les Palestiniens, eux, veulent un ajustement des frontières dans le cadre d'accord d'échanges de territoires et le droit au retour tout en préservant le caractère juif d'Israël mais avec des compensations pour les Palestiniens ne souhaitant pas revenir (cf. le sommet arabe de Beyrouth). Il faut noter aussi des propositions égyptiennes pour sécuriser la frontière entre Gaza et l'Egypte en entraînant des forces palestiniennes de Gaza et pour favoriser une trêve avec les islamistes de Gaza.

L'enthousiasme était assez grand à Gaza, poursuit Marc Otte, au vu de ces perspectives de retrouver des terres agricoles, un port et un aéroport. Mais il faut que les Etats-Unis donnent de

sérieux éclaircissements, que l'Europe réaffirme ses conditions qui sont un tremplin pour l'accélération de la mise en œuvre de la feuille de route et son aboutissement en 2005. Or, peu de choses sont réalisées, la sécurité n'est pas assurée par les Palestiniens et les Israéliens ont poursuivi la colonisation. Le Mur a créé des enclaves où sont enfermés les Palestiniens, créant une situation dantesque pour certains d'entre eux. Il va encourager le départ de Palestiniens (une sorte de nettoyage ethnique) et la Jordanie craint un nouvel afflux de réfugiés, ils sont déjà des dizaines de milliers. Il y a, en outre, un grand sentiment d'inquiétude dans le monde arabe au vu de la situation irakienne et l'idée de démocratiser la région, selon le plan U.S. de Grand Moyen Orient, est vue comme un diktat imposé de l'extérieur, ce qui ne favorise pas la stabilité politique ni le sentiment du monde arabe de dominer son destin. On en a vu les conséquences lors de l'échec du Sommet arabe de Tunis.

L'Europe a démontré que Barcelone* pouvait être une vraie politique. Elle dépense trois milliards d'euros par an en Méditerranée, mais chaque coup de canif dans la « feuille de route » éloigne de la perspective de paix. Sans une résolution centrale, on n'aboutira à rien. Comme en Irak. Il y a eu de gros efforts palestiniens pour réaliser les réformes demandées. Du côté israélien, la société a changé à cause de la violence. La population a perdu l'espoir en la paix. 86 % des Israéliens sont en faveur du Mur qui concrétise la séparation physique entre ces deux peuples qui ne veulent plus se voir. De plus, Israël a connu l'arrivée d'un million de Juifs de l'ex-URSS. Un million de citoyens israéliens sont aussi européens. Il nous faut donc accepter, dit Marc Otte, que certains conflits n'ont pas de solution à court terme, sauf intervention musclée mais on a vu que dans les Balkans ce n'était pas une réussite.

**Meeting « Free Marwan Barghouti »
Ramallah – 15 avril 2004**



La maladie du « sécuritisme »

Nous avons rencontré **Albert Aghazarian, professeur à l'université de Bir Zeit**, intellectuel reconnu pour sa profonde connaissance historique de Jérusalem, son franc parlé, son érudition profonde. Selon lui, la maladie du « sécuritisme » s'est emparée d'Israël, elle devient le but global et la solution, c'est la politique des services de renseignement qui n'ont aucune vision du monde sauf la guerre contre la terreur. « La vraie question est : quand la guerre contre la terreur finit-elle ? Réponse : jamais, bien entendu. Il y a diverses guerres : pour l'eau, pour l'Irak, pour l'Afghanistan, contre Al Quaida, contre Saddam Hussein, contre la Syrie, contre le Hamas... ces

Il nous faut repartir avec la société civile, avec des personnalités d'une autre génération comme Nusseibeh, Marwan Barghouti (toujours emprisonné par Israël). Quant à l'enjeu de l'eau, Marc Otte rappelle qu'Israël s'est engagé à fournir les services essentiels en eau, en fuel et en électricité aux Palestiniens...

Il est évident que les subtilités diplomatiques développées par Marc Otte sont aux antipodes des horreurs constatées sur le terrain et qu'elles ne peuvent persuader des Palestiniens convaincus d'avoir fait toutes les concessions possibles et d'être, plus que jamais, colonisés, réprimés, « bantoustanisés » par cette politique d'apartheid impitoyablement menée par les divers gouvernements israéliens.

* Les accords de Barcelone ont été signés en novembre 1995. Ils prévoient de faire de la Méditerranée une vaste zone de libre échange économique fondée sur le respect des principes fondamentaux tels les droits de l'homme, la promotion de la démocratie, etc.

guerres n'ont pas de rapport entre elles, mais elles sont liées au travail de sécurité lié aux agences de renseignement. La politique sécuritaire est celle de l'Empire, à savoir des chefs d'état-major. En Israël, il y a beaucoup de mouvements de paix même s'ils sont minoritaires, mais ils sont traités de lâches. Je crois que le mouvement de paix doit aller dans la rue avec un esprit de soldat. Il ne doit pas se cantonner à des positions romantiques. Il doit lever les ambiguïtés. Ce régime israélien a fait le plus de dégâts que jamais sur le peuple juif. Je n'ai pas de haine, j'ai pitié. Une politique d'apartheid et de sécurité ne peut pas aboutir, cela a toujours été un fiasco, dans toute l'histoire. Quand il y a un Israélien, il y a toujours l'inquiétude, il crée toujours un ennemi extérieur ou intérieur car c'est le sécuritaire qui fait la cohésion de ce pays composé de Russes, de Falachas, d'Askhénazes, de Sépharades... »

Un cri d'espoir cependant : « le monde va se réveiller un jour, selon le principe simple de la vie, la victoire de la vie sur la mort, du sage sur le sabre. Jérusalem est la ville où la lumière vient et je maintiens cette tradition. »

Il faut agir

De retour des Territoires palestiniens occupés, la mission a constaté l'urgence de la situation et réclame des actions concrètes et efficaces afin de :

1. Rendre à Yasser Arafat, Président de l'Autorité palestinienne, les attributs de son pouvoir et à l'Autorité palestinienne, l'ensemble des prérogatives qui étaient les siennes après Oslo sans quoi on ne pourra arriver à une paix négociée pour la sécurité des Israéliens et des Palestiniens
2. Sortir Gaza de la ghettoïsation. Les habitants de la Bande de Gaza sont enclavés. Cet enfermement les mène tout droit à une catastrophe économique grave et à une explosion sociale sans précédent. Ce constat pose une question importante : l'intention du gouvernement israélien est-elle de créer cette explosion sociale afin de pouvoir la réprimer dans le sang ?
3. Remplacer le mur par une force d'interposition sur la Ligne Verte. Notre rapport démontre que ce mur est une catastrophe. Les autorités israéliennes doivent arrêter sa construction et détruire les tronçons du Mur déjà construits.
4. Exiger la liberté de mouvement pour :
 - Les populations palestiniennes empêchées d'étudier, de travailler, de commercer, de se soigner, de s'approvisionner, etc.. ;
 - Les organisations humanitaires qui apportent une aide matérielle urgente et indispensable aux populations palestiniennes ;
 - Les missions d'observateurs internationaux qui se rendent régulièrement dans les Territoires occupés.

L'Union européenne doit agir d'urgence en participant à un programme qui sécurise les populations afin que puissent reprendre les négociations de paix. La seule manière pour l'Europe d'être un acteur crédible est de réclamer l'application des règles du droit international c'est-à-dire la fin de l'occupation, le démantèlement des colonies, le respect des résolutions des Nations unies et de la Quatrième Convention de Genève par Israël, puissance occupante et enfin d'exiger l'application contrôlée de la feuille de route pour la reconnaissance de l'Etat palestinien.

L'Union européenne doit utiliser les moyens à sa disposition dont la suspension des accords d'association UE-Israël aussi longtemps qu'Israël viole de manière aussi systématique l'article 2 dudit accords (« les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques »).

La Belgique doit défendre auprès de ses collègues européens et au sein des Nations unies un mécanisme d'encouragement aux négociations de paix, similaires à celui utilisé dans les années 80 par l'Union européenne pour combattre l'apartheid en Afrique du Sud, mécanisme composé de mesures dites positives et négatives.

Parmi les mesures positives, la Belgique devrait participer à mobiliser des moyens importants pour la construction de la paix et de la coexistence en vue de permettre le retour et la réinsertion des colons en Israël, le retour et la réinsertion d'un nombre équivalant de réfugiés en Palestine, la reconstruction et la construction d'infrastructures pour l'amélioration du bien-être de la population civile, le soutien aux initiatives locales et communautaires, aux projets des ONG, des associations, des universités et des syndicats qui permettraient de renforcer la coexistence intérieure et extérieure entre Israéliens et Palestiniens.

Ces moyens seraient déployés chaque fois qu'Israël et/ou l'Autorité palestinienne s'activent dans la mise en œuvre de la feuille de route et du respect des résolutions, conventions et accords internationaux qui président au règlement du conflit et de la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Parmi les mesures négatives, la Belgique, au sein de l'Union européenne, devrait s'engager plus fermement dans un processus de suspension partielle ou totale des accords de coopération culturelle, scientifique, technique et économique avec Israël afin d'exercer sur le gouvernement hébreu les pressions nécessaires qui l'amèneront à revoir sa politique de guerre, de colonisation et d'enfermement des Palestiniens.

Nous rappelons enfin qu'il n'y aura pas de solution durable au conflit tant que l'ensemble des puissances et les parties au conflit n'acceptent pas de revenir au multilatéralisme et n'acceptent pas le rôle central des Nations unies dans la résolution du conflit.

En outre, quelques pistes d'actions ont été lancées lors de notre entretien avec **M. Gino Nale, attaché commercial et économique à l'ambassade de Belgique à Tel Aviv** et avec **M. Dani Ceuninck, représentant de la DGCD à Jérusalem** dont l'action est hautement appréciée par le vice-ministre Ilan Halevi et son adjointe.

Concernant l'aspect commercial, M. Nale doit constater qu'il n'y a plus la moindre exportation belge dans les territoires occupés, les hommes d'affaire ont peur de la situation et pourtant, il pourrait y avoir des possibilités dans les secteurs alimentaire, de la construction, de l'équipement médical de base. Dans cet esprit, sont organisées des « journées catalogues », à savoir trois jours de visites pour hommes d'affaire invités par la Chambre de Commerce à Ramallah, Hébron, Bethléem et Jérusalem Est. Un premier contact pourrait avoir lieu en 2005. A noter que depuis trois ans, il n'y a pas eu de visite de M. Nale en Palestine.

Une autre piste avancée par la délégation de parlementaires belges serait de contribuer aux programmes de l'UNWRA. Il faudrait relancer l'accord de coopération avec la Palestine et des secteurs intéressants pourraient être soutenus : ainsi en tourisme, octroyer des bourses afin de former des étudiants au CERIA, par exemple. Dans le cadre de la défédéralisation de la Coopération au développement, d'autres pistes peuvent être suivies, par exemple en agriculture, traitement de l'eau, etc. Une petite note en ce sens est demandée à M. Nale. Ainsi, il existe un plan logement de la Région flamande en Palestine, elle avance des subsides pour divers projets. Il faudrait faire des propositions semblables à la Région wallonne.

Quant à Dani Ceuninck, il est depuis trop peu de temps en Palestine mais les grands axes qui se dégagent de ses premiers contacts tournent autour de l'enseignement et des soins de santé primaires, puisque ces politiques essentielles sont gravement handicapées par les politiques de bouclage des territoires et d'enfermement des populations.

On peut ajouter à ces considérations l'assistance à apporter aux organisations très solides et bien organisées qui structurent la société palestinienne malgré le drame économique et social vécu par la population : le PNGO, le PARC, l'UPMRC, entre autres.

COMMUNIQUE DE PRESSE (18.04.04) : Elio Di Rupo dénonce des procédés indignes d'un chef de gouvernement d'un Etat démocratique

Le président du PS, Elio Di Rupo, condamne avec la plus grande fermeté l'assassinat d'un dirigeant palestinien, Abdelaziz al-Rantissi, perpétré par l'armée israélienne.

Ce type d'exécution extra-judiciaire, qui en plus des personnes visées provoque très souvent la mort de civils dont des enfants, viole les règles les plus élémentaires du droit. Il s'agit de méthodes de voyous, indignes d'un Etat démocratique.

Elio Di Rupo ne peut que constater la corrélation qui existe entre le regain de violence au Proche-Orient et les déclarations faites la semaine dernière par le président Georges W. Bush lors de ses rencontres avec Ariel Sharon, puis avec Tony Blair.

En abdiquant lamentablement face aux revendications israéliennes quant aux frontières de 1967 et au droit au retour pour les réfugiés palestiniens, le président Bush a peut être réduit à néant les efforts en faveur de la paix, notamment entrepris par ses prédécesseurs, et des années de négociation.

Il est illusoire de penser que la sécurité et le bien-être des peuples israéliens et palestiniens puissent dépendre durablement d'une sorte de Pax americano-israélienne pour le Proche-Orient qui serait imposée unilatéralement, comme le prétend le plan Sharon. Il s'agit d'une escroquerie intellectuelle et politique !

Bush et Sharon sont en train d'embraser le monde entier en lui faisant courir le risque d'un regain du terrorisme international jamais atteint à ce jour. L'humiliation permanente dans laquelle ils placent des millions d'êtres humains constitue une bombe à retardement pour l'ensemble de la planète !

Pour Elio Di Rupo, tant les Israéliens que les Palestiniens doivent pouvoir vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues. Ils doivent également retrouver le chemin de la prospérité.

Selon lui, une paix équitable et durable n'est imaginable au Proche-Orient que si elle découle de négociations et de l'accord des peuples directement concernés : les Palestiniens et les Israéliens.

Elio Di Rupo espère enfin que les résultats des élections européennes pourront donner à l'Union européenne une majorité progressiste qui sera actrice de la paix au Proche-Orient. Il espère également un changement de gouvernement aux Etats-Unis en novembre prochain. Ces deux événements pourraient enfin créer les conditions d'un retour à une dynamique de paix et de stabilité dans le Monde.

Proche-Orient | Rencontre avec le président palestinien après le blanc-seing accordé par Bush à Sharon

« La feuille de route est morte »

■ Les Palestiniens sous le choc du soutien inconditionnel apporté par les Américains au plan israélien. ■ Pour Yasser Arafat, il n'y a plus de processus de paix.

ENTRETIEN

SERGE DUMONT, envoyé spécial à Ramallah

L'espoir ? Vous en voyez, vous, de l'espoir ? Je suis pessimiste. Très pessimiste. La paix n'est plus possible maintenant. Recevant jeudi matin un groupe de parlementaires socialistes belges emmenés par le sénateur Pierre Galand, Yasser Arafat n'a pas caché son inquiétude après le sommet de Washington durant lequel Georges Bush a intégralement approuvé le « plan de séparation unilatéral » concocté par Ariel Sharon. Beaucoup plus tactique que d'habitude, le visage fermé, le président de l'Autorité palestinienne semblait « sommé » par le résultat de la rencontre entre le chef de gouvernement de l'Etat hébreu

et le locataire de la Maison Blanche. Entrecoupant ses propos par de longs silences durant lesquels il semblait plongé dans ses pensées, le vieux « rais » n'a pas caché qu'il s'attend à vivre des moments difficiles.

Avant de quitter la délégation belge pour présider une session d'urgence de la direction palestinienne, Arafat a promis que les Palestiniens se battraient contre les décisions unilatérales prises à Washington. Deux heures plus

tard, il a également improvisé un discours au micro de la « Voix de la Palestine ». S'exprimant sur un ton ampolulé mais vigoureux, il a appelé la population des territoires à ne pas se laisser abattre. Entretien.

Pensez-vous que les décisions annoncées à Washington ouvrent la porte à un nouveau cycle de violences ?
Je n'en sais rien. Tout dépend de Sharon. En tout cas, ce qui s'est passé est un désastre pour

nous mais également une catastrophe pour le processus de paix. En quelques heures, Sharon et Bush ont tiré la balle qui a achevé le processus commencé en 1991, lors de la conférence de Madrid, par le père du président américain actuel. Tous les accords signés depuis lors, y compris celui de Wye Plantation (en 1998, NDLR) à la suite duquel j'ai serré la main à Sharon en présence de Bill Clinton, ne valent désormais plus rien.

Retenez-vous malgré tout quelque chose de positif du sommet de Washington ?
Rien, rien du tout. Que Bush a présenté Sharon comme un « héros courageux » et qu'il a autorisé à poursuivre sa politique de colonisation de la Cisjordanie. Associés à la poursuite de la construction du mur de séparation qui est également avalisée par le président américain, les Palestiniens seront amputés de 58 % de leur terre. Bien sûr, Sharon promet d'évacuer la ban-

de Gaza mais il veut nous le faire payer cher car en Cisjordanie, en raison de la présence de grands blocs d'implantations autorisés à se développer, nous ne bénéficions pas d'une continuité territoriale. Nous ne serons même pas « En quelques heures, Sharon et Bush ont tiré la balle qui a achevé le processus commencé en 1991 »



La rue palestinienne a manifesté sa colère, jeudi, suite au sommet Bush-Sharon à Washington. Les extrémistes en tête, mais ils n'étaient pas les seuls. PHOTO AP

parqués dans des cantons mais dans des sortes de bantrousians. Des prisons à l'air libre dont nous ne pourrions pas sortir sans l'autorisation israélienne. Est-ce cela la paix que Sharon prétend vouloir conclure avec nous ?

Les dirigeants israéliens affirment cependant vouloir respecter et appliquer les engagements pris dans le cadre de la feuille de route. Cet accord garanti par les Etats-Unis et par l'ensemble de la communauté internationale ne permettrait-il pas de remettre le processus de paix sur pied ?

La feuille de route est morte mercredi soir. Rappelez-vous que son texte prévoit explicitement l'arrêt de la colonisation ainsi qu'un dialogue entre nous et Israël. Or, le plan de séparation de Sharon s'est fait sans nous et il a été approuvé par Washington sans que nous ayons notre mot à dire. Nous ne pourrions même pas discuter avec eux pour délimiter nos propres frontières ni fixer le siège de notre capitale. Israël contrôlera tout : notre sol, notre air et notre eau. ●

applications anonyme cyclotron, 3

Proche-Orient | La ville palestinienne la plus au sud de la bande de Gaza balance entre indifférence et ironie

Rafah n'espère rien d'un départ israélien

■ Les Palestiniens de la bande de Gaza ne croient pas à un plan de séparation israélien. ■ Ils pensent que leur prison sera seulement un peu plus grande ».

REPORTAGE

SERGE DUMONT à Rafah

Regardée cette ville, elle est dévastée. Il n'y a plus rien par ici, pas d'infrastructures, pas de police, pas de tribunaux, rien. Si la criminalité est inexistante, c'est parce que les enfants maintiennent l'ordre social grâce aux traditions familiales ; sinon, ce serait la jungle. Maire de Rafah (l'agglomération située le plus au sud de la bande de Gaza), Saïd Zouara a le triste privilège de gérer l'entité urbaine la plus pauvre de l'Autorité palestinienne. Une cité de 143.000 habitants, dont 70 % sont des réfugiés vivant de l'aide internationale.

Partagée entre l'Égypte et l'Autorité palestinienne, Rafah est physiquement divisée par un tronçon du « couloir Philadel-



Rien ne dit qu'un retrait israélien empêchera les miliciens du Fatah à cesser les hostilités. Photo AP.

phie », une ligne de fortification israélienne de huit kilomètres de long censée assurer la sécurité et empêcher la contrebande.

C'est pour contourner cet obstacle et faire passer des armes que les organisations palestiniennes creusent des tunnels souterrains pouvant atteindre 900 mètres de long à plus de 60 mètres

unites chargée d'aider les réfugiés palestiniens) et l'Union européenne ont débloqué des fonds dans le cadre de programmes de reconstruction. Mais plusieurs de ces immeubles entièrement neufs ne seront jamais habités. Prises pour cible par les positions de l'armée israélienne, les femmes Gouch-Kait (un bloc de colonies situé en face et susceptible d'être démantelé dans le cadre du « plan de séparation » d'Aviel Sharon), leurs façades sont criblées d'impacts de balles.

A Rafah, comme dans le reste de la bande de Gaza, l'annonce du démantèlement des colonies et du retrait de l'armée de « couloir Philadelphie » a été à la fin de 2005 rita suscité qu'indifférence ou ironie. Finalement, tout cela ne changera pas grand-chose pour nous. Gaza étant une prison

« Nous ne savons pas si les Israéliens quitteront leurs implantations en état ou s'ils les détruiront »

à ciel ouvert dont les accès sont contrôlés par Israël, notre camp de concentration sera seulement un peu plus grand, dit Ahmed, un permanent du PNGO (une organisation regroupant plusieurs associations de la société civile palestinienne). Et de poursuivre :

Nous ne serons même pas et les Israéliens quitteront leurs implantations en état ou s'ils les détruiront pour faire table rase. En tout cas, ça nous fera plaisir d'aller les visiter, mais ça ne changera guère notre état d'esprit général.

Militante de longue date du Fatah (le parti de Yasser Arafat) et proche de sa direction depuis le début des années 80, Taïssir assure que la prise de possession par l'Autorité palestinienne des zones évacuées se fera dans l'ordre et la discipline. Un discours également tenu par Zouara, pour lequel cette remise de clefs devrait se faire avec l'aide de l'Europe et des organisations internationales qui veilleront à ce que tout soit en état.

Mais, pour l'heure, ces propos

semblent coupés de la réalité car le Fatah, le Hamas et le Jihad islamique se disputent déjà le contrôle des fatrases ex-coloniales.

Dans le centre de Rafah, les militants des Brigades Ezzeddine al-Kassam (la branche armée du Hamas), qui enterraient vendredi, à l'heure de la grande prière, un « martyr » tué la veille au cours d'un échange de tirs, ne baignaient d'ailleurs planer aucun doute à ce propos. *Q&A de colo-*

nies portées ou non et que leurs terrains soient créés ou non d l'Autorité palestinienne ne nous empêchera pas de continuer notre combat contre l'occupation, assurait ainsi le « commandant Mohamad », un homme d'apparence jeune et dont le visage était caché par une casquette noire. Cette mission est sacrée, et nous la poursuivrons, même si la direction palestinienne veut nous en empêcher. ■

« Nous allons sensibiliser des milliers de Belges »

Cest de pire en pire. La situation des territoires palestiniens ne cesse de se dégrader depuis deux ans, dans certains endroits c'est simplement inhumain. Ce conflit déshumanise totalement ceux qui le vivent et je me demande comment sortir de ce cercle infernal. Durant quatre jours, le sénateur Pierre Galand et six autres élus PS ont effectué une visite intensive des territoires palestiniens au moment où Ariel Sharon et Georges Bush réunis en sommet à Washington, annonçaient leur accord sur le « plan de séparation unilatérale » concocté par le Premier ministre israélien.

« Outre une rencontre avec Yasser Arafat (elle intervient quelques heures après le sommet de Washington et les grands réseaux télévisés satellitaires arabes et anglo-saxons attendaient les élus pour les interviewer) la délégation s'est rendue à Kalliyah, en Cisjordanie, et près du chantier d'un mur de séparation ». Dans la bande de Gaza, les députés et les sénateurs ont pu constater à quel point les conditions de vie quotidiennes sont détériorées malgré les promesses d'amélioration faites à intervalles réguliers par l'Etat hébreu. Quiconque vient ici est

interpellé. La Belgique et

S. D.

Rafah n'espère rien d'un départ israélien
Le Soir • 16-17 avril 2004

« Les mots manquent » par Amira Hass

4 mars 2004

Amira Hass est journaliste au quotidien israélien Haaretz et seule correspondante israélienne installée dans les territoires palestiniens occupés.

"Je reconnais l'échec. L'écrit est incapable de rendre tangible, pour les lecteurs israéliens, l'horreur de l'occupation dans la bande de Gaza. Quand on écrit quelque chose pour dire que la mer est interdite aux Palestiniens, au nord et au sud de la bande de Gaza, la réponse est, inmanquablement : « Normal. Ce sont des terroristes. » Si on décrit des quartiers, à l'ouest du camp de réfugiés de Khan Younis, en expliquant que les bâtiments sont criblés de projectiles de mitrailleuse lourde et d'obus de canon, la réponse est, invariablement : « Les Palestiniens n'avaient qu'à pas commencer ! ». Allez donc raconter, pour voir, l'histoire de la maison familiale de jeune Yusuf Bashir (quinze ans), à Deir al-Balah, transformée en fortin par l'armée israélienne... En Israël, les gens diront : « On n'a pas le choix. La colonie israélienne de Kfar Darom doit être protégée, comme celles de Kfar Dekalim, d'Atzmona et de Morag... »

Un rapport indiquant que des soldats d'une position militaire, juste à côté de la maison de Yusuf, a permis à une équipe de l'Onu d'entrer dans la cour de cette maison, sera utilisé pour servir de preuve comme quoi l'attitude de ces soldats prêts à prendre des risques tout en accomplissant leur devoir est on ne peut plus humaniste. Et quand ce rapport indique que, soudain, l'un de ces soldats – un officier, comme l'indiquera plus tard une porte-parole de l'armée israélienne – « a tiré dans les roues d'un véhicule suspect » (en l'occurrence, la voiture de l'équipe de l'Onu), en Israël, c'est le silence radio, c'est comme si ces tirs n'avaient jamais eu lieu. Peu après, on saura que le garçon, Yusuf Bashir, a été atteint d'une balle dans le dos tandis qu'il saluait de la main les visiteurs de l'Onu sur le départ, et que, sans doute, il restera paralysé pour le restant de ses jours... Peut-être, sait-on jamais, ce mot – « paralysé » – donnera un peu à réfléchir à quelques lecteurs. Mais il y a tant et tant de récits, au sujet de tellement de Yusuf, qui n'ont jamais fait l'objet du moindre reportage, et qui ne le feront jamais...

Qu'on ne déduise pas de cet aveu de l'échec des mots écrits que je veuille souligner le rôle de la photo. Un cliché peut, sans doute, valoir mille mots. Mais, pour que l'occupation israélienne se rapproche d'un niveau minimal de compréhensibilité, ce sont des dizaines de milliers de photos que les Israéliens devraient voir, une à une. Ou alors, ils devraient leur montrer des documentaires, longs, chacun, d'au moins huit heures, pour qu'ils puissent saisir, en temps réel, la peur, dans les yeux des écoliers, lorsqu'un sifflement lugubre, dans le ciel, se mue en tôles tordues et compressées emprisonnant des cadavres carbonisés.

Il faudrait montrer aux spectateurs israéliens un documentaire consacré aux vignes de Sheikh Ajalin : les grappes mûres... ; les paysans... – ces paysans qui ont soigné ces vignes avec tant d'amour, pour un jour les voir transformées en terre brûlée, laissées derrière eux par les tanks et les bulldozers israéliens. Aucun film n'a jamais été produit, qui puisse faire goûter aux Israéliens le raisin fabuleux de Sheikh Ajalin. Et aujourd'hui, les vignes ont disparu. Pour que les positions de l'armée israélienne puissent protéger la colonie de Netzarim...

Comment des photographies pourraient-elles illustrer les faits suivants ? Du 29 septembre jusqu'à lundi dernier, 94 Israéliens ont été tués – 27 civils et 67 militaires, selon l'armée israélienne. Depuis la même date, jusqu'au 18 février dernier, 1 231 Palestiniens ont été tués : tous ces Palestiniens étaient-ils des terroristes ? En l'absence d'une agence centrale palestinienne de statistiques, il y a des différences entre les données fournies par différentes instances palestiniennes, et aucune ne prétend être exacte à cent pour cent.

L'association de défense des droits de l'homme Mezan, dont le siège est situé dans le camp de réfugiés de Jabaliya, indique que, dans la bande de Gaza, 81 femmes ont été tuées par les tirs

israéliens; 344 enfants de moins de dix-huit ans ont été tués par les tirs de l'armée ; 255 membres des services de sécurité et de police palestiniens ont été tués, à leur poste, ou dans des bureaux, mais aussi, fréquemment, au combat ; 264 Palestiniens armés ont été tués au cours d'affrontements avec l'armée, ou en tentant d'attaquer des positions militaires, ou encore de s'en prendre à des colons et à des colonies. En ce qui concerne les assassinats ciblés auxquels procède l'armée israélienne, 46 des tués étaient bien les cibles de ces attaques, tandis que 80 autres tués étaient de simples passants, assassinés avec « une précision pointilleuse ».

L'échec à faire passer tout cela chez le lecteur ne résulte pas de la faiblesse des mots, ni d'un manque de photos. Cela provient du fait que la société israélienne a appris à vivre en paix avec les réalités suivantes : il y a, dans la bande de Gaza, 8 000 juifs (en tout et pour tout) et 1,4 million de Palestiniens. La superficie totale de la bande de Gaza est de 365 km carrés. Les colonies occupent 54 km carrés. Avec les zones sous contrôle de l'armée israélienne, en vertu des accords d'Oslo, 20 % de la bande de Gaza sont sous contrôle israélien. Cela signifie que 20 % de cette bande de territoire sont réservés à 0,5 % de la population.

L'armée israélienne a pour mission d'assurer la sécurité du demi pour-cent d'Israéliens qui occupent un territoire démesuré pour eux, jouissent de la liberté de se déplacer, d'opportunités de développement, et d'eau potable – et non de l'eau saumâtre concédée aux Palestiniens. Les positions militaires israéliennes destinées à protéger les colonies sont situées à l'intérieur et au-dessus des colonies : elles ont une vue plongeante sur tous les quartiers civils palestiniens à la ronde.

La proximité de chacune de ces colonies démesurément étendues et de quartiers si densément peuplés de Palestiniens qu'ils sont au bord de l'asphyxie : voilà ce qui provoque la majorité des morts de Palestiniens dans la bande de Gaza, parmi lesquels de nombreux civils. C'est cette promiscuité qui impose les règlements élastiques en matière de tirs, ainsi que le recours aux bombes à fragmentation et aux drones tirant des missiles.

L'armée israélienne opère dans le cadre de ces colonies arrogantes, cyniques et cruelles, habitées par quelques opulents privilégiés qui se prélassent dans les seules réserves de terrains dont disposent les Palestiniens dans la bande de Gaza. En dépit des évocations d'un « retrait », la société israélienne doit encore montrer un minimum de signes qu'elle est en train de se débarrasser de la logique effrontément immorale qui nourrit l'existence même des colonies. Et cela vaut, tout aussi bien, pour les colonies de Cisjordanie...

Haaretz, le 3 mars 2004. Traduit par Marcel Charbonnier.

Documents de référence

- **Amnesty international** : www.amnesty.org
- **Médecins du Monde** : www.medecinsdumonde.org
- **Le Rapport des Nations unies sur le droit à l'alimentation en Israël, en Cisjordanie et à Gaza – par Jean Ziegler** : www.droitshumains.org/alimentation/pdf/rapp-angl.pdf

Sites de référence

Association belgo-palestinienne : www.association-belgo-palestinienne.be

MEDEA, Institut européen de recherches sur la coopération méditerranéenne et euro-arabe : www.medeabe

Paix en Palestine !, dossiers thématiques : www.paix-en-palestine.org

Plate-forme des ONG française pour la Palestine : <http://plateforme-palestine.netliberte.org>

Solidaires du peuple palestinien, informations, chronologie de l'Intifada, agenda des activités, dossiers, etc... : www.solidarite-palestine.org

Vigie Média Palestine : www.vigie-media-palestine.org

BADIL, Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights : www.badil.org

B'Tselem, le centre israélien d'information sur les Droits de l'Homme dans les territoires : www.btselem.org

Electronic Intifada, « une ressource pour contrer les mythes, les distorsions et les exagérations de la machine de guerre médiatique israélienne » : www.electronicintifada.net

Gush Shalom, le mouvement pacifiste israélien : www.gush-shalom.org

Miftah, the Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy: www.miftah.org

PHRMG, Palestinian Human Rights Monitoring Group: www.phrmg.org

The Palestine Chronicle, magazine Internet indépendant consacré à la Palestine : www.palestinechronicle.com